

NON aux budgets d'austérité et de guerre !**Pour nos revendications, le grève et sa reconduction !**

La Commission Exécutive du SNUDI FO 33 refuse les milliards de coupes budgétaires contre les services publics, contre la Sécurité Sociale, contre les salaires. Elle refuse la marche à la guerre.

Le premier ministre Bayrou est tombé et son budget de 43,8 milliards d'euros d'économies sur le dos des salariés et des services publics doit partir avec lui. En nommant l'ex-ministre des Armées, Sébastien Lecornu au poste de chef du gouvernement, le président Macron s'enfoncé dans le mépris, le refus d'écouter les revendications, pour aggraver l'austérité pendant que les crédits militaires explosent, notamment avec sa décision d'augmenter les dépenses militaires à hauteur de 5% du PIB (130 milliards d'euros) tandis que les actionnaires et les plus riches se gavent en bénéficiant chaque année de 211 milliards d'aide au profit. Le président Macron nous confirme son intention de s'en prendre brutalement à nos droits et à nos services publics pour financer des guerres dont personne ne veut. La CE considère comme sa fédération la FNEC FP FO que le refus de la guerre et de l'économie de guerre est l'ADN du mouvement ouvrier. Avec son UD FO 33, la CE du SNUDI FO 33 enverra une délégation au meeting international contre la guerre à Paris, le 5 octobre 2025 : « *Pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre !* ».

Le secrétaire général de FO a dit : « *Le gouvernement est tombé mais pas ses projets funestes. Une mobilisation massive est indispensable pour gagner et faire aboutir les revendications* ».

Comme la Commission Exécutive Fédérale de la FNEC FP FO, la CE du SNUDI 33 considère que « *C'est l'ensemble de son budget de guerre et d'austérité qui doit être retiré [...]. Toutes nos revendications, à commencer par l'augmentation du point d'indice et l'abrogation de la réforme des retraites, sont totalement incompatibles avec ce budget et la politique de Macron et de ses gouvernements successifs, rejetés plus que jamais par la population* ».

Ce qui s'exprime depuis le 10 septembre est un rejet total de toutes les politiques d'austérité subies depuis des années. Le 10 septembre, le SNUDI FO 33 et ses militants étaient aux côtés des jeunes et des travailleurs qui se sont rassemblés dans les grèves, les puissantes manifestations, les blocages, les assemblées générales pour refuser le budget de guerre, pour faire valoir les revendications. Le gouvernement ne laisse pas d'autres choix aux travailleurs que le blocage de l'économie par la grève et sa reconduction.

Le 18 septembre, les personnels étaient massivement en grève à l'appel de l'intersyndicale. La CE du SNUDI FO 33 appelle les collègues à participer, aux côtés des autres salariés, des étudiants, des lycéens aux assemblées citoyennes pour discuter de la suite de la mobilisation pour faire plier Macron. Elle appelle les personnels à se réunir avec le SNUDI FO 33 dans les écoles pour discuter de cette situation et préparer la grève pour gagner.

La CE du SNUDI FO 33 exige « *De l'argent pour l'école, pas pour la guerre !* ».

Pour la création des postes nécessaires !

La CE du SNUDI FO 33 dénonce les conditions de rentrée catastrophiques, conséquence du budget 2025 Bayrou/Macron.

Avec 5000 fermetures de classes, une centaine dans notre département, 2500 professeurs manquants, un manque criant d'AESH, 24 000 places manquantes dans les établissements sociaux et médico sociaux, la ministre Borne se permet de dire le jour de la rentrée scolaire : « *C'est*

mieux que l'an dernier ! ». La CE du SNUDI FO 33 ne se satisfait pas de mieux mais exige la création des postes statutaires nécessaires pour améliorer les conditions de travail des personnels et d'apprentissage des élèves.

Faute de postes, plusieurs écoles ont débuté cette rentrée dans notre département avec des classes surchargées à 28, 29, 30 élèves par classe ou plus de 16 élèves en classes dédoublées en REP et REP+. Faute de postes, des centaines d'élèves en situation de handicap n'auront pas droit à l'accompagnement dont ils ont besoin (1 222 élèves notifiés n'avaient pas d'accompagnement AESH en juin) ni de soins auxquels ils ont droit. Faute de postes, les collègues absents ne seront pas remplacés. Faute de poste, les collègues n'auront pas accès à leurs droits à la disponibilité, au temps partiel ou à la mutation.

La CE du SNUDI FO 33 considère que pour améliorer les conditions de travail des personnels, les conditions d'apprentissage des élèves et garantir leur droit à l'instruction, l'urgence est de répondre aux revendications exprimées depuis des mois par les personnels et les parents, à savoir annuler les 5 000 fermetures de classes et créer les postes nécessaires dans les écoles, les établissements et les services !

Respect de nos Obligations Réglementaires de Service !

La CE du SNUDI FO 33 dénonce la multiplication des convocations à des réunions hors cadre de nos ORS. Les injonctions se multiplient pour mettre en place des formations-sensibilisations dans le cadre des conseils des maîtres. Les pressions se poursuivent pour que les personnels se plient aux évaluations d'écoles qui ne figurent pas dans nos obligations réglementaires de service. La « *journée du recteur* » ou « *2^{ème} journée de pré-rentrée* » n'existe pas.

La CE rappelle que nos ORS sont de 24h hebdomadaires + 108h qui sont strictement définies par le décret 2017-444 du 29 mars 2017.

La CE du SNUDI FO 33 appelle les enseignants à refuser toute heure en dehors de nos ORS et à faire remonter au syndicat toute injonction, convocation ne respectant pas ce cadre.

Un Statut et un vrai salaire pour les AESH !**NON à l'Inclusion scolaire systématique et forcée !**

La CE du SNUDI FO 33 soutient le combat des AESH contre la précarité et pour l'obtention d'un statut de fonctionnaire, d'un vrai salaire et pour que 24h d'accompagnement deviennent leurs ORS à temps plein.

La CE dénonce la création de 5 PAS (Pôles d'appui à la scolarité) en Gironde coûtant 5 postes d'enseignants pour accélérer la destruction de l'enseignement spécialisé. PAS dont la mission première est de mettre la main sur les notifications de la MDPH afin d'exclure nombre d'élèves du champ du handicap, tout en « *coachant* » les enseignants du milieu ordinaire confrontés à l'inclusion de ces élèves qui relèvent de classes ou de structures spécialisées ou adaptées.

La CE du SNUDI FO 33 refuse la politique d'inclusion systématique et forcée et exige le retrait de l'acte 2 de l'école inclusive et l'abandon des PIAL et des PAS.

Pour la défense de nos revendications !**Adhérez au SNUDI FO !**

La CE du SNUDI FO 33 invite tous ses adhérents à participer nombreux à l'AG de la FNEC FP FO 33, le vendredi 10 octobre à l'UD FO 33 à Bordeaux. La CE du SNUDI FO 33 encourage tous ceux qui veulent résister, revendiquer, reconquérir et qui croient au syndicalisme de terrain à nous rejoindre par l'adhésion.

Commission Exécutive : unanimité POUR des 26 présents
Commission de Contrôle des Comptes : 1 contre

***NON aux budgets d'austérité et de guerre !
Le blocage, la grève pour la satisfaction de nos revendications !***
